

13 DEC. 2017

PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE

Unité Départementale
des Hauts-de-Seine

S3IC : 65-6295
Gennevilliers.

Arrêté préfectoral DRE n°2017- 261 du 7 décembre 2017 mettant en demeure la société Gennevilliers Energie de respecter dans un délai de trois mois les conditions 4.3.1 et 6.2.4 de l'arrêté préfectoral du 3 octobre 1997 et dans un délai de deux ans l'article 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation pour son établissement situé au 15, rue Paul Verlaine à GENNEVILLIERS.



LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

Vu le Code de l'Environnement, parties législative et réglementaire, et en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5,

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

Vu le décret du 23 août 2016 portant nomination de Monsieur Pierre SOUBELET, en qualité de Préfet des Hauts-de-Seine (hors classe),

Vu le décret du 22 août 2017 portant nomination de Monsieur Vincent BERTON, en qualité de secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

Vu les arrêtés préfectoraux du 3 octobre 1997 et du 8 décembre 2010, réglementant la chaufferie urbaine exploitée par la société Gennevilliers Energie au 15, rue Paul Verlaine à Gennevilliers,

Vu l'arrêté MCI n°2017-52 du 31 août 2017 portant délégation de signature à Monsieur Vincent BERTON, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,

Vu le rapport de Madame la Cheffe de l'Unité Départementale des Hauts-de-Seine de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France en date du 26 octobre 2017, proposant de mettre en demeure l'exploitant de respecter dans un délai de trois mois, les conditions 4.3.1 et 6.2.4 de l'arrêté préfectoral du 3 octobre 1997 modifié et dans un délai de deux ans l'article 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 pour les non-conformités notables n°1, 2 et 4 dans la mesure où :

- contrairement à la condition 4.3.1 de l'arrêté préfectoral du 3 octobre 1997 modifié par l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2010, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter la procédure permettant de répondre au niveau d'assurance qualité QAL défini par la norme NF EN 14181 (non-conformité notable n°1),

- contrairement à la condition 6.2.4 de l'arrêté préfectoral du 3 octobre 1997, l'exploitant ne maintient pas son installation électrique en bon état (non-conformité notable n°2),
- contrairement à l'article 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, les dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention du risque foudre n'ont pas été réalisés dans les 2 années suivant l'élaboration de l'analyse du risque foudre (non-conformité notable n°3),

Vu le courrier en date du 26 octobre 2017 par lequel l'inspection des installations classées a transmis à l'exploitant copie de son rapport d'inspection de la même date et l'informant qu'il disposait d'un délai de quinze jours pour formuler ses éventuelles observations, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, dans la mesure où la prise d'un arrêté préfectoral de mise en demeure était envisagé,

Vu le courrier de rappel en date du 13 novembre 2017,

Considérant qu'aucune réponse n'a été transmise par l'exploitant depuis le courrier du 13 novembre 2017 précité,

Considérant les enjeux en termes de risques accidentels, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Gennevilliers Energie de respecter les dispositions prévues par les conditions 4.3.1 et 6.2.4 de l'arrêté préfectoral du 3 octobre 1997 et l'article 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

La société Gennevilliers Energie représentée par Monsieur Alain AGOGUE est mise en demeure, pour l'établissement situé au 15, rue Paul Verlaine à Gennevilliers, de respecter à compter de la notification du présent arrêté :

Dans un délai de trois mois :

- la condition 4.3.1 de l'arrêté préfectoral du 3 octobre 1997 modifié par l'arrêté préfectoral du 8 décembre 2010 précité, en étant en mesure de présenter la procédure permettant de répondre au niveau d'assurance qualité QAL défini par la norme NF EN 14181 (non-conformité notable n°1),
- la condition 6.2.4 de l'arrêté préfectoral du 3 octobre 1997 précité en maintenant son installation électrique en bon état, en attestant de la réalisation d'un plan d'action et en justifiant de la réalisation des actions préconisées à l'issue des contrôles périodiques (non-conformité notable n°2),

Dans un délai de deux ans :

- l'article 20 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 précité en équipant l'installation de dispositifs de protection et en mettant en place des mesures de prévention contre le risque foudre (non-conformité notable n°3),

ARTICLE 2 :

À défaut d'exécution dans le délai imparti à l'article 1^{er}, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

ARTICLE 3 : Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication. Dans ce délai, cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

ARTICLE 4 : Publication

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Hauts-de-Seine, pendant une durée d'un mois.

Un affichage est effectué en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement.

ARTICLE 5 : Exécution

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine, Monsieur le Maire de Gennevilliers, Madame la Cheffe de l'Unité Départementale des Hauts-de-Seine de la Direction régionale et interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie en Ile-de-France, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Vincent BERTON

